

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DU 08.06.2022

SESSION D'ÉTÉ

Le Conseil des Etats ne doit pas bloquer l'inclusion politique

Le 16 juin 2022, le Conseil des Etats se prononcera en tant que deuxième conseil sur l'initiative parlementaire 20.505, qui demande l'accessibilité de la diffusion en direct du Parlement. Si le Conseil des Etats suit le non de son bureau, les personnes sourdes et malentendantes continueront à être exclues des débats politiques au Palais fédéral. Ce faisant, il s'opposerait ainsi également au Conseil national, qui a très clairement adopté l'initiative parlementaire par 180 voix.

Les quelque 10 000 personnes sourdes et 1 million de personnes malentendantes sont constamment confrontées à des obstacles de communication dans leur vie quotidienne. Que ce soit au travail ou dans l'enseignement, la déficience auditive provoque perpétuellement des obstacles supplémentaires. Cela vaut également pour les vidéos et les diffusions en direct. Si ces dernières ne sont pas sous-titrées ou traduites en langue des signes, il est impossible pour les personnes sourdes et malentendantes d'en comprendre le contenu. C'est également le cas au Parlement.

Les débats parlementaires doivent être sous-titrés

La diffusion en direct des débats du Conseil national et du Conseil des Etats n'est à ce jour pas sous-titrée. Les personnes sourdes et malentendantes ne peuvent donc pas suivre les débats en direct. La grande majorité du Conseil national est d'avis qu'il faut remédier à cette situation. Au printemps 2022, il a clairement adopté la motion [20.505](#) par 180 voix contre 7. Cette initiative parlementaire demande que les débats du Conseil national et du Conseil des Etats soient sous-titrés et que l'on examine comment une traduction en langues des signes pourrait être réalisée.

Large soutien pour la demande

Cette étape importante pour l'inclusion politique des personnes sourdes et malentendantes pourrait toutefois être bloquée par le Conseil des Etats. Le bureau du Conseil des Etats a déjà rejeté cette demande à deux reprises. Si le plénum du Conseil des Etats rejette également l'initiative parlementaire, le sujet ne sera plus d'actualité.

Gabriela Suter (conseillère nationale PS/AG), qui a déposé l'initiative, déclare à ce propos : « Les citoyens sourds et malentendants doivent eux aussi pouvoir suivre les débats politiques en direct. Les possibilités techniques existent aujourd'hui, en Autriche, en Allemagne et au parlement cantonal genevois, le sous-titrage en direct est pratiqué depuis longtemps. La demande bénéficie d'un large soutien interpartis. J'espère vivement que le Conseil des Etats approuvera lui aussi ma proposition et contribuera ainsi à l'accessibilité du Parlement. »

Inclusion Handicap demande au Conseil des Etats de prendre au sérieux l'inclusion politique des personnes sourdes et malentendantes et d'approuver la proposition. En effet, le Parlement est lui aussi tenu par la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées de rendre ses informations accessibles à tous.

Renseignements

Gabriela Suter, conseillère nationale PS/AG
gabriela.suter@parl.ch, 076 432 40 27

Matthias Kuert Killer, chef Politique et Communication Inclusion Handicap
matthias.kuert@inclusion-handicap.ch, 078 625 72 73



Inclusion Handicap est la porte-parole des quelque 1,8 million de personnes en situation de handicap en Suisse. L'association faîtière des organisations d'aide aux personnes handicapées s'engage, au niveau politique, pour l'inclusion de toutes les personnes handicapées ainsi que pour le respect de leurs droits et de leur dignité. Inclusion Handicap rassemble 22 associations et organisations d'aide aux personnes handicapées actives à l'échelon national ou dans une région linguistique, défend les intérêts des personnes handicapées et leur propose des conseils juridiques. Les positions politiques sont élaborées en partenariat avec les 22 organisations membres.

Les organisations membres d'Inclusion Handicap sont:

ASPr-SVG Association Suisse des Paralysés | Polio.ch | Asrimm | autisme-suisse | FRAGILE Suisse | COLISA (Conférence nationale suisse des ligues de la santé) | inclusione andicap ticino | insieme Suisse | Mucoviscidose Suisse | PluSport | pro audito Suisse | Procap | Pro Infirmis | Pro Mente Sana | Fédération suisse des aveugles et malvoyants (FSA) | Fédération suisse des sourds (FSS) | Société suisse de la sclérose en plaques | Association suisse des paraplégiques | Fondation suisse pour l'enfant infirme moteur cérébral | Union centrale suisse pour le bien des aveugles (UCBAveugles) | Sonos – Association suisse des organisations des sourds et malentendants | Association Dyslexie Suisse | Association Cerebral Suisse